L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 DECEMBRE 1888. 62me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 6 DECEMBRE 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par B. ONORATO.—Coin Murat et Canal—Meubles de maison, effets mobiliers etc.

Les commentaires sur le message de M. Cleveland.

Il s'est passé, quelques jours après les élections présidentielles, un fait lamentable, qui fait peu d'honneur à l'humanité, et, qu'à notre sens, on n'a pas assez vertement relevé, ne fût-ce que pour le faire voir qu'il y a encore dans les populations un reste d'honnêteté, un reste de reconnaissance, même dans le cœur de ceux-mêmes qui se sont dévoués pour elles. Un personnage qui, par ses exagérations, ses libre-échangistes, par la poursuite de rêves impossibles et, surtout, impopulaires à plus qu'aucun autre, contribua à la défaite, non seulement de M. Cleveland, mais du parti démocrate — ce qui est, à nos yeux, une véritable calamité — se retournait, tout à coup, contre un chef d'Etat dont tout le tort a été de n'avoir pas su se débarrasser de lui et de sa clique d'intrigistes qui encombraient la Maison Blanche.

Il lui reprochait de n'avoir pas été par-dessus bord tout ce qui, dans les différents départements de l'Exécutif, avait été, dans le passé, mis en contact entaché de républicanisme, donnait pas brutalement un exemple magnifique du principe que a fait tant de mal aux Etats-Unis et y a entravé, de tout temps, l'établissement d'une administration forte et capable aux vaincus des dépouilles : c'était de la part de M. Watterson, le trop fougueux journaliste de St-Louis — et c'est de lui qu'il s'agit — une façon peu généreuse de se venger les mains des mésaventures qui avaient attirées sur le pays, de rejeter le blâme sur celui qu'il avait sacrifié à ses rancunes théories.

De semblables accusations étaient bonnes faites pour indigner le lecteur. Il n'est personne qui ne sache qu'il existait, qu'il existe une loi présentée par un démocrate, M. Pendleton, votée par les démocrates du Congrès, signée par un démocrate, président, et que le premier devoir de M. Cleveland était d'y conformer en exécutant. La politique, ainsi qu'on le dénomme, était la seule vraie, la seule juste. La seule loi stable, parce qu'elle était basée sur le mérite. Les membres du parti qui, momentanément, d'une façon ou d'une autre, en avaient tenu rigueur — ce qui, en somme, n'est pas — n'étaient pas de vrais républicains, de ceux qui, depuis la création du parti, ont le droit d'être fiers de leur drapeau, parce qu'ils ne comptent partout que des victoires sans contestes, ou, au moins, des luttes loyales contre des adversaires dignes de leur épée. Les républicains sont tout à la fois les soutiens et les créateurs du monopole ; ils ne peuvent vivre que par lui ; ils tomberont avec lui, et la chute sera d'autant plus profonde que, pour la première fois, elle a été le résultat d'une surprise, d'un malentendu provoqué par l'intervention coupable des libre-échangistes et habilement exploité par les trusts, les syndicats de millionnaires, affublés des oripeaux de la protection.

En Europe, le message n'a guère été envisagé qu'au point de vue de l'affaire Sackville, qui n'est pas seulement un gros scandale, mais qui soulève une des plus graves questions du moment — celle de la naturalisation.

Il est à remarquer que la *Réforma*, de Rome, qui, naguère, fulminait contre les Etats-Unis, pour soutenir ses nationaux émigrés en Amérique, les abandonne, et adopte pleinement les idées émises à leur égard par M. Cleveland. Encore un grand problème que vient de poser le Président, et qui exige une prompte solution. Il ne faut pas que de pareils faits se reproduisent, que des citoyens qui se disent Américains, puissent laisser influencer leur vote par des considérations étrangères au pays, quelquefois même en conflit avec ses intérêts. Il y a, ici, péril en la demeure. Plus tôt cette question sera vidée, mieux s'en trouvera l'Union, à l'intérieur et dans ses relations de chaque jour avec les autres puissances.

Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.—Un employé de la Banque du Canal déclare dans un avis publié plus loin, qu'il avait fait mettre en possession, pour le compte d'un dépositant de l'institution, du quart du gros lot gagné au tirage à combinaison de mardi dernier, par le billet portant les numéros 32—38—43 billet qui avait été acheté vingt-cinq sous au bureau de M. A. M. Aucoin, 8 North Rampart.

Les médecins les plus éminents de l'époque recommandent le Pectoral Cerise d'Ayer pour toutes les affections des Bronches.

FRANCE.

NOUVELLES DIVERSES.

Les chemins de fer en temps de guerre.

M. de Freycinet, ministre de la guerre, a déposé, le 24 novembre, à la commission de l'armé des explications au sujet du projet de loi qu'il a déposé ces jours-ci sur le bureau de la Chambre et concernant le service des chemins de fer en temps de guerre.

C'est, on s'en souvient, la loi du 13 mars 1875 qui a réglé les conditions dans lesquelles les voies ferrées doivent être utilisées en temps de guerre et les rapports qui doivent, à cet effet, être établis entre le ministre de la guerre et les administrateurs de chemins de fer.

Cette loi a institué une commission militaire supérieure des chemins de fer, chargée de ses études préparatoires, en vue de coordiner les intérêts militaires et les intérêts techniques, et chargée aussi de la direction et de la surveillance des opérations.

M. de Freycinet est me aujourd'hui que ses prescriptions peut être assurée par cette commission, si n'en saurait être de même de la direction. Il pro pose donc de la supprimer. Il veut, de plus, que, dès le temps de paix, le ministre de la guerre ait auprès de lui, pour la préparation de la mobilisation des chemins de fer, un personnel technique et administratif suffisant pour assurer le fonctionnement régulier de ces services.

Ce personnel aboutit, en temps ordinaire, à un petit nombre d'officiers supérieurs chefs de service. Son avancement dépend donc de la faveur du ministre de la guerre, qui, naturellement, choisit ses collaborateurs parmi ceux qui lui inspirent le plus de confiance, et non pas toujours parmi les plus capables. Il en résulte que les officiers qui ont le plus de valeur, ceux qui ont le plus d'avenir, ne veulent pas entrer dans ce service, qui les éloigne de la troupe, et ne leur offre pas de perspectives d'avancement rapide. Cette situation a été dénoncée à plusieurs reprises par les hommes compétents, et il est temps d'y mettre fin.

Le projet, en outre, fixe d'une manière précise les attributions des commissions régionales, et, en cas de guerre, le rôle du directeur des chemins de fer. La loi de 1875 s'était bornée à déclarer que le gouvernement aurait une délégation de l'autorité militaire.

Enfin, dans la législation française actuelle, il n'est prévu pour les remises de chemins de fer, des sections de chemins de fer de campagne, ou les personnes et les approvisionnements seraient transportés par étapes, et par classes de recrutement, comme les troupes territoriales, aux époques fixées d'avance par le commandant supérieur. Mais le gouvernement propose de donner la faculté de ces constituer par simple décret.

Les dispositions générales du projet ne donnent lieu à aucune observation importante. Le développement des chemins de fer stratégiques, qui seront bientôt au nombre de 50, est laissé à l'initiative parlementaire. Elle diminuera le projet dans une plus juste mesure.

Le ministre de la guerre a été assez autorisé à ne pas insister auprès des commissions sur un point auquel les convenances semblent devoir accorder un avis favorable.

Il s'agit de la création de sept nouveaux bataillons de chasseurs qui seraient des bataillons à cheval, des sept bataillons qui seraient des bataillons à pied, des sept bataillons qui seraient des bataillons à vélocipède.

Au secrétaire de la ligue nationale de l'éducation physique, 21, rue Auguste

Monsieur,

Après avoir pris connaissance des statuts de la ligue nationale d'éducation physique, j'ai l'honneur de vous informer que je désire faire partie de cette association, et vous prie de vouloir bien me rendre inscrit et intéressé. Je vous prie de vouloir bien me rendre inscrit et intéressé. Je vous prie de vouloir bien me rendre inscrit et intéressé. Je